

Coercition économique et redistribution du pouvoir en temps de guerre

ROSELLA CAPPELLA ZIELINSKI, PHD*

La guerre représente une opportunité de revoir, sur un laps de temps réduit, la distribution interétatique du pouvoir. Alors que l'attention se porte généralement, lors d'une guerre hégémonique, sur les glissements de pouvoir propre au perdant, c'est probablement au niveau des alliances victorieuses qu'interviennent certains des changements les plus marquants. La redistribution du pouvoir ne s'assimile pas à la destruction des forces militaires d'un allié, mais s'exprime par la coercition économique. Le premier mécanisme par lequel un allié peut s'engager dans cette coercition s'opère via l'exploitation de son rôle de créancier.

Les alliés créanciers sont présents de façon croissante en temps de guerre. L'auteur estime que depuis 1950, les sources externes du financement militaire ont largement dépassé les sources nationales¹. Alors que 52 pour cent des pays en guerre soutenaient leur effort de guerre par des financements étrangers avant 1950, ils étaient en moyenne 72 pour cent à le faire au cours de la période post-Deuxième Guerre mondiale. Les chiffres sont encore plus alarmants si l'on considère toutes les formes de financement militaire. Ainsi, avant 1950, 25 pour cent des états utilisaient des ressources étrangères pour couvrir au moins 25 pour cent du coût de la guerre. Après 1950, 80 pour cent des états comptaient sur les sources de financement étranger pour couvrir ce même pourcentage. Alors que la capacité de crédit est un élément essentiel de la capacité militaire, les états moins bien lotis en la matière auront tendance à former des alliances avec des états pour maintenir un accès favorable aux marchés internationaux de capitaux².

Compte tenu de ce potentiel de coercition économique croissant, dans quelles conditions un état peut-il exploiter la coercition économique contre un allié ? Les différents articles sur la dette souveraine, sur le leadership économique, et sur les alliances négligent la coercition économique en période de guerre. Les travaux qui examinent les prêts mettent l'accent sur la capacité de remboursement de la dette. La littérature scien-

*Rosella Cappella Zielinski est professeur assistante en sciences politiques à l'Université de Boston. Elle se spécialise dans l'étude de l'économie politique de la sécurité nationale. Son ouvrage *How States Pay for Wars* (publié en 2016 aux éditions Cornell University Press) constitue la toute première étude transnationale sur le financement de la guerre. Ses autres travaux se penchent, entre autres, sur les relations entre le financement de la guerre, l'opinion publique et l'efficacité militaire.

tifique ne prend pas en considération les prérogatives des états prêteurs et le désir d'obtenir des concessions qui dépassent le simple cadre du remboursement avec intérêts. Les articles portant sur le leadership économique des états, qui mettent en exergue les conditions en temps de paix ou le refus d'accès aux ressources en temps de guerre, prennent bel et bien en considération la façon dont les états peuvent exploiter leurs relations alliées pour obtenir des avancées qui sortent du cadre strict de l'effort de guerre. Les articles portant sur les alliances ne parlent pas assez de la distribution du pouvoir entre alliés et se concentrent sur la redistribution du pouvoir entre les alliances ou sur l'effet des glissements de pouvoir sur la formation et la cohésion des alliances.

Pour combler cette lacune dans la littérature, je soutiens que la coercition économique se produit en raison du financement de la guerre. Lorsqu'un état belligérant s'avère incapable d'acquérir les marchandises nécessaires à la guerre, il devra demander un prêt à un allié. L'étendue de sa dépendance à cet allié dépend de sa production nationale d'armement, de la structure des réserves monétaires du pays et de l'intensité de l'effort de guerre. La dépendance militaire est une condition nécessaire, mais pas suffisante pour la coercition économique. La coercition se produit lorsque le coût de la coercition est faible, particulièrement lorsqu'il ne réduit pas la capacité militaire de l'état dépendant.

Pour explorer la mesure dans laquelle le pouvoir peut se déplacer entre pays alliés par l'action de la coercition économique, je me pencherai sur une sélection de cas à la fois extrêmes et similaires, les États-Unis comme créancier du Royaume-Uni et de l'Union soviétique pendant la Deuxième Guerre mondiale. Les deux États devaient acheter des marchandises aux États-Unis pour pouvoir mener efficacement la guerre. Le Royaume-Uni a essayé à plusieurs reprises de subvenir à ses propres besoins, mais l'effort de guerre était tel qu'il rendait l'opération impossible. À travers l'extension du programme Prêt-Bail, les États-Unis ont entrepris de déplacer le centre économique mondial de Londres à New York. En Union soviétique, les objectifs primordiaux restaient d'utiliser le Prêt-Bail pour extraire des concessions visant à promouvoir un environnement international favorable aux intérêts américains. Malgré l'insistance de certains membres de son administration, le président Franklin D. Roosevelt a estimé l'opération trop coûteuse pour s'engager dans une coercition économique contre les Soviétiques, dans la mesure où l'Armée rouge était un allié majeur dans la défaite de la machine militaire des nazis.

Les résultats de l'étude de cas évoquent un élément inexploré de la théorie de transition des pouvoirs. Ainsi, la théorie de transition des pouvoirs stipule que lorsqu'un état insatisfait prétendant au pouvoir désire changer le statu quo, il cherchera souvent à le faire par le conflit³. L'issue de la guerre redistribue le pouvoir en faveur soit du prétendant au pouvoir, soit de la puissance dominante. Les suppositions sous-jacentes de la théorie de la transition des pouvoirs suggèrent que l'insatisfaction et le désir de changer le statu quo sont à l'origine de l'éclatement d'un conflit. Les résultats du présent article suggèrent des opportunités pour les états de changer le statu quo sans sommation. De plus, les changements du statu quo peuvent se produire à travers l'exploitation du contexte d'un conflit et pas nécessairement à travers l'implication directe dans le conflit lui-même.

L'article procède de la façon suivante. Nous ferons tout d'abord une revue de la littérature des articles parlant de la dette souveraine, de la notion de leadership économique et des alliances. Nous passerons ensuite à la discussion, où nous développerons les conditions nécessaires à la dépendance en temps de guerre et aborderons les circonstances dans lesquelles les états exploitent cette dépendance. Par la suite, nous examinerons notre sélection de cas et évaluerons notre hypothèse. Nous présenterons tout d'abord les conditions qui ont conduit à la dépendance britannique vis-à-vis de l'aide Prêt-Bail des États-Unis et à la décision américaine d'exploiter cette dépendance. Nous conformant au même format, nous discuterons ensuite du niveau de dépendance soviétique et de la décision américaine de ne pas exploiter cette dépendance. Nous conclurons par une brève discussion sur d'autres cas et implications de la transition du pouvoir entre alliés.

La dette souveraine, le leadership économique et les alliances

La capacité à se procurer des ressources est une composante nécessaire à tout effort de guerre. Alors que certains états financent leur guerre en leur sein, d'autres se tournent vers des sources de financement étrangères. Nombre d'universitaires ont examiné la relation entre les états créanciers et les états débiteurs en temps de guerre en se penchant plus particulièrement sur a) le déclin de l'état après la guerre, b) le remboursement de la dette après la guerre, c) l'issue de la guerre, et d) la capacité à financer une guerre⁴. Ces travaux suggèrent que le prêt en temps de guerre est subordonné à la capacité de l'état débiteur à rembourser l'état créancier. Dans ce cadre, les clauses de l'accord peuvent varier⁵. Les états belligérants dont les ressources économiques sont faibles, dont les dirigeants rechignent à s'engager sur un remboursement ferme de la dette, dont la capacité à remporter la guerre est mise en doute, sont soumis à des taux d'intérêt plus élevés. Ces articles ne prennent pas en considération les concessions qui dépassent le simple cadre de la compensation monétaire directe.

Par ailleurs, lorsqu'on examine les motivations du créancier à s'engager dans un financement militaire étranger, on pense en premier lieu à un intérêt d'ordre national : il est plus avantageux économiquement ou politiquement d'emprunter de l'argent à l'étranger que d'augmenter les impôts sur son territoire⁶. Les universitaires considèrent souvent tous les types de dettes comme similaires, indépendamment de la source du financement (nationale ou étrangère). Ils négligent ainsi les motivations d'un état à se tourner vers l'étranger pour ses sources de financement, a fortiori lorsque l'état en question risque d'être lié à des clauses et à des conditions fixées par un état étranger.

Les articles abordant la question de la dette de guerre ne prennent pas en considération la création d'une potentielle relation créancier-débiteur et les articles abordant le leadership économique des états sous-estiment les conditions permettant la coercition économique en temps de guerre. Tout d'abord, lorsqu'une politique économique est évaluée en temps de guerre, l'accent est placé sur le refus de l'accès aux ressources. L'objectif de ces travaux est de comprendre comment les états peuvent utiliser leurs ressources économiques pour combattre un ennemi⁷. Ces travaux se concentrent sur les tentatives

des responsables stratégiques nationaux, qui tendent à refuser l'accès à leurs ressources nationales et à leurs fabricants par le biais d'embargos sur les exportations, et en privant l'ennemi d'importations depuis des états neutres en utilisant des moyens de pression diplomatiques et militaires visant à dissuader ces états neutres d'exporter vers l'état ennemi. Ils usent également du droit de préemption pour détourner les ressources de l'ennemi⁸. Bien que pertinentes, ces travaux ne prennent pas en considération la façon dont les alliés peuvent exploiter leurs propres relations pour réaliser des avancées sur l'effort de guerre.

Deuxièmement, les articles qui abordent la question du leadership économique se focalisent sur l'exploitation des dépendances existantes ; la subordination d'un autre état à une ressource spécifique étant un élément exogène. Albert O. Hirschman⁹ a notamment examiné la façon dont les relations commerciales asymétriques pouvaient créer des dépendances exploitables, tout spécialement en temps de guerre, lorsque les états ont fortement besoin du commerce extérieur¹⁰. Ces travaux n'abordent pas la façon dont les dépendances sont créées plus rapidement en temps de guerre.

Troisièmement, la littérature ne se penche pas de façon adéquate sur la différence entre la coercition en temps de guerre et la coercition en temps de paix. Dans ce dernier contexte, la capacité à trouver des substituts est inférieure. Par exemple, les états sanctionnés « ont échappé à cette interdépendance et à cet élément de vulnérabilité » en « s'engageant dans la contrebande, en établissant des programmes de maintien des ressources, en développant de nouveaux marchés pour leurs produits, et en créant des substituts pour les marchandises soumises à embargo¹¹ ». Une période de guerre crée des contraintes uniques sur l'économie d'un état – embargos commerciaux, partenaires touchés par la guerre, incapacité à exploiter des ressources internes mobilisées par l'effort de guerre, fuite des capitaux et diminution des notations de crédit – qui nuisent à la disponibilité de substituts. De plus, l'horizon prévisionnel d'un état et la survie de son leadership ne peuvent autoriser la création de tels substituts sur le long terme. Pour rivaliser avec l'adversaire, l'état a besoin de ressources immédiates. Les articles traitant de la survie du leadership analysent la pénalité que doivent essuyer les dirigeants qui perdent la guerre ou la situation des dirigeants pour qui l'issue de la guerre a des conséquences défavorables, allant de la perte des élections à la mort. Cette analyse coûts-bénéfices en temps de guerre fait état de degrés de subordination plus élevés face aux pressions du leadership économique.

Les articles abordant la question des alliances ne se demandent ni pourquoi ni comment le pouvoir est redistribué parmi les alliés, et ne traitent que de la distribution et de la redistribution du pouvoir entre alliés et états, en s'intéressant plus particulièrement à la durée de l'alliance¹² ou à la capacité d'un des partenaires de l'alliance à influencer cette dernière¹³. Ces études négligent ainsi le transfert de pouvoir d'un allié à un autre de par l'exploitation de la dépendance à l'alliance. À l'instar des articles abordant la question du leadership économique, les articles sur la dépendance aux alliances mettent l'accent sur les conditions en temps de paix, explorent la façon dont la dépendance exacerbe les craintes de capture ou d'abandon¹⁴ ou les « transactions » de pouvoir entre membres de l'alliance¹⁵. Comme le note Patricia A. Weitsman, les alliances formées en temps de paix se dissolvent souvent en temps de guerre¹⁶. Cela suggère que les alliances en temps de paix ont différé-

rents objectifs et que les analyses portant sur les alliances en temps de paix ne s'appliquent pas nécessairement aux opérations en temps de guerre¹⁷.

En étudiant la capacité d'un état à engranger des ressources militaires, cet article se fonde sur des articles précédemment écrits sur la question de la dette souveraine, du leadership économique et des alliances. La section suivante théorise les conditions économiques et militaires sous lesquelles un allié peut revoir en sa faveur la distribution du pouvoir. Elle formule une hypothèse sur les conditions nécessaires à la coercition économique en temps de guerre et établit une analyse coûts-bénéfices des opportunités en la matière pour les dirigeants des états.

La coercition économique et la dépendance en temps de guerre

La capacité de coercition économique, c'est-à-dire la menace d'une action d'un ou de plusieurs états visant à perturber les échanges économiques avec un état tiers, est tributaire d'une dépendance¹⁸. La dépendance en temps de guerre survient lorsqu'un état a besoin des ressources d'un allié pour mener la guerre et que l'état ne dispose pas des moyens financiers nécessaires pour pouvoir se procurer ces ressources. La dépendance est ainsi subordonnée au degré de contrôle d'un état sur une ressource à laquelle un autre état attache de l'importance et sur l'intensité de ce besoin. Le coût de la dépendance doit également être inférieur au coût de la non-exploitation des ressources par l'état¹⁹. En temps de guerre, le contrôle des ressources et des crédits permettant de se les procurer est détenu par certains états spécifiques, ce qui diminue la disponibilité de substituts. Ces ressources font également l'objet d'un besoin important. Une guerre crée les conditions où la mobilisation interne des ressources est limitée. Par ailleurs, dans la mesure où la guerre menace la survie de l'état et du leadership, le coût de la non-conformité est élevé pour les dirigeants.

Les dirigeants ont trois moyens d'acquérir des ressources militaires : se les approprier, les fabriquer ou les acheter²⁰. Les ressources militaires comprennent des effectifs, des équipements (issus généralement de l'industrie militaire, mais aussi de l'industrie civile lorsqu'elle peut être convertie à des fins de production militaire), des denrées alimentaires et des moyens de transport²¹. Lorsqu'un état peut subvenir à l'ensemble de ses besoins en interne, il peut se passer de la nécessité d'acheter des ressources à l'étranger et donc, de la nécessité d'obtenir un prêt monétaire pour ce faire²².

Lorsqu'un état est incapable de subvenir à ses besoins, il doit alors porter le regard au-delà de ses frontières, créant ainsi un potentiel de dépendance vis-à-vis d'un allié qui devient son créancier²³. Si toutes les ressources militaires peuvent être achetées à l'étranger, les équipements militaires, les produits finis (avions ou navires de guerre) sont la ressource la plus onéreuse et la plus difficile à obtenir. À une époque où les systèmes d'armements sont complexes et hautement « capitalistiques », les produits finis s'avèrent particulièrement coûteux, puisque leur fourniture se limite aux pays qui possèdent la technologie de production la plus développée²⁴. Au fur et à mesure de l'augmentation du besoin en équipements militaires (surtout pour les produits finis très onéreux), le coût

d'acquisition de ces produits augmente donc lui aussi. L'état de dépendance survient quand la monnaie de l'état belligérant diminue à un point tel qu'il ne lui permet plus d'acheter les ressources dont il a besoin.

Il convient de noter à cet égard que si l'état belligérant peut être tributaire des ressources militaires d'un allié, les dépendances financières sont davantage exploitables. Si l'état belligérant a besoin d'acheter des ressources à l'étranger, il est avantageux pour un état de vendre ses ressources à tout acheteur. Comme l'indiquait Hirschman, « il sera généralement beaucoup plus facile de modifier les importations que les exportations, tous les pays étant disposés à vendre mais pas nécessairement à acheter²⁵ ». Étendre le crédit comporte toutefois des risques. En temps de guerre, il n'existe ainsi aucune garantie que l'état remboursera sa dette. On dénombre aussi moins de substituts de crédit. Alors que de nombreux états peuvent vendre des ressources militaires, les prêts monétaires sont plus rares, puisque les états qui empruntent ont besoin d'un prêt dans la monnaie de l'état qui fournit les marchandises.

En période de paix, les états peuvent ajuster leur économie pour accroître leurs réserves monétaires. L'état peut encourager les exportations, favorisant ainsi le flux monétaire dans le pays, ou réduire les importations, pour éviter que la monnaie ne parte à l'étranger, et redresser ainsi le déséquilibre. Mais une période de guerre remet cette autosuffisance en cause : les exportations sont souvent sérieusement réduites en raison de la diminution du commerce. De plus, les partenaires commerciaux sont aussi touchés par la guerre, les états établissent des blocages ou des sanctions, ou ont besoin d'industries qui sont normalement tournées vers les exportations pour participer à l'effort de guerre²⁶. Simultanément, le besoin d'importer des ressources augmente, puisque l'état a besoin, pour approvisionner ses forces armées, de marchandises qu'il n'est plus capable de produire. La diminution des exportations conduit à une diminution des réserves monétaires, alors que l'augmentation des importations augmente les besoins en ressources monétaires. Ce besoin de monnaie s'exacerbe encore lorsqu'un état possède des bases opérationnelles avancées ou mène des combats à l'étranger et qu'il doit acheter des ressources sur le théâtre des opérations²⁷.

La dépendance du débiteur varie donc aussi en fonction de la structure de l'économie de l'état concerné. Les états ayant des niveaux importants de réserves monétaires existantes et ayant des actifs à l'étranger, holdings d'investissements directs étrangers ou autres, qui peuvent être liquidés en échange de ressources monétaires peuvent retarder la nécessité de recourir à un prêt, puisqu'ils ont davantage de ressources existantes. Par ailleurs, les états ayant des réserves monétaires sont dans une position privilégiée pour éviter les difficultés financières²⁸. La demande monétaire donne à un état la capacité unique d'acquérir d'autres monnaies nationales à travers l'accumulation de passifs plutôt qu'à travers des pertes d'or ou des échanges d'or²⁹.

Enfin, l'étendue de la dépendance du débiteur varie avec l'intensité de l'effort de guerre. Plus l'intensité de la guerre augmente, plus sa capacité d'augmenter sa production diminuera, au même titre que son leadership et sa capacité de survie : « Sur le long terme, [...] certaines limites seront atteintes au niveau des réserves en matières premières ou en

main-d'œuvre. La courbe de production s'aplatira et l'économie pourra alors être considérée comme ayant atteint son potentiel de guerre³⁰ ». Au fur et à mesure que la guerre s'intensifie, l'état a besoin de plus de ressources pour combattre l'ennemi. Simultanément, la production nationale atteint ses limites, et l'état devra donc acheter des quantités accrues de ressources à l'étranger.

Par ailleurs, alors que la guerre s'intensifie, les dirigeants ressentiront davantage la pression de remporter la guerre pour éviter les pertes de pouvoir. Un nombre considérable d'articles scientifiques établissent un lien entre l'issue de la guerre et le nombre de victimes que compte un état dont le leadership survit.³¹ Comme l'écrit Susan Strange, « plus grande sera la perception de la menace à la sécurité, plus le prix que nous serons disposés à payer et le risque que nous serons disposés à accepter seront grands³² ».

En somme, la guerre crée des dépendances qui n'existent pas en période de paix. Lorsque l'état a besoin de ressources militaires de l'étranger et qu'il n'a pas la monnaie nécessaire pour se les offrir, il devra contracter un prêt monétaire, ce qui conduira à une forme de dépendance vis-à-vis de l'état créancier. Cette dépendance créera alors un potentiel coercitif. Le potentiel de coercition augmente avec la taille du prêt, lorsque les ressources nécessaires sont essentielles à l'effort de guerre, et lorsque l'intensité de la guerre augmente, que ce soit à travers une extension de sa portée et/ou de son intensité ou lorsque la guerre passe d'un stade de guerre limitée à une guerre totale ou existentielle.

La coercition économique en temps de guerre. Exploiter la dépendance

Les états veulent que le pouvoir et la dépendance d'un débiteur en temps de guerre fournissent les conditions nécessaires pour que les états l'atteignent. Néanmoins, la coercition économique en temps de guerre est un événement peu fréquent. Sous quelles conditions les états créanciers profitent-ils de la dépendance d'un créancier? Les états créanciers s'engagent dans une analyse coûts-bénéfices. Ils veulent obtenir des concessions et accroître leur pouvoir lorsque les coûts de la coercition sont faibles : « si les avantages ne dépassent pas les risques, ils patientent et attendent un moment plus propice³³ ». En période de guerre, l'analyse coûts-bénéfice est centrée sur l'effort de guerre. Ces états créanciers sont dans une position délicate : obtenir des concessions de la part d'un ou de plusieurs états belligérants et éviter de nuire à l'effort de guerre, tout spécialement lorsqu'ils combattent pour une cause commune. Par conséquent, ils ne rechercheront que des concessions sans effet sur les capacités de combat et donc sans impact négatif sur l'issue de la guerre.

La sélection de cas

Nous évaluons notre hypothèse à travers une analyse d'études de cas, dont l'objectif est d'explorer les conditions nécessaires et suffisantes de la coercition économique³⁴. Pour

souligner les variables d'intérêt et fonder notre analyse sur la théorie de la transition des pouvoirs, nous avons procédé par une sélection de cas à la fois similaires et extrêmes³⁵. L'éventail des cas choisis se rapporte aux dyades créancier-débiteur en période de guerre. Ces dyades créancier-débiteur se composent de deux états, où le débiteur est un belligérant impliqué dans un conflit et où l'autre est un créancier³⁶. La dette souveraine étendue aux créanciers étrangers privés a été exclue de l'analyse. Les prêts interétatiques peuvent être contractés par un créancier privé, mais le sont soit à la demande de l'état, soit en conjonction avec ce dernier.

Pour maximiser la variance sur les variables qui créent la dépendance³⁷, nous explorons deux états débiteurs de la Deuxième Guerre mondiale. La taille et la portée de la guerre impliquaient qu'il était difficile d'atteindre l'autosuffisance pour les états qui devaient acheter des ressources à l'étranger, puisque leurs partenaires commerciaux étaient en situation difficile et que la capacité d'augmenter les exportations a été diminuée à cause de l'augmentation de la production et des importations militaires. De plus, ce fut une guerre totale pour plusieurs états ; plusieurs dirigeants luttèrent pour la survie de leur nation. Parmi les différents cas issus de la Deuxième Guerre mondiale, nous comparons des cas presque similaires, le Royaume-Uni et l'Union soviétique en tant que débiteurs des États-Unis. Les deux états étaient soumis à la loi « *Cash and Carry* » et tous deux devinrent dépendants des ressources américaines, elles-mêmes financées par des aides Prêt-Bail américaines. Pourtant, les États-Unis n'ont exercé de coercition économique que vis-à-vis du Royaume-Uni, et le pays n'a tenté d'obtenir aucune concession de la part de l'Union soviétique.

Quid Pro Quo : les États-Unis et le Royaume-Uni

Pour combattre efficacement les Allemands pendant la Deuxième Guerre mondiale, les Britanniques avaient besoin de produits finis très onéreux pour leur effort de guerre et devaient se les procurer aux États-Unis. Ils n'avaient toutefois ni l'or ni la monnaie nécessaire pour pouvoir les acquérir. Alors que le gouvernement a entrepris plusieurs tentatives pour accroître leurs holdings en dollars, l'intensité de la guerre les privait de toute possibilité d'autosuffisance. À l'été 1940, les Britanniques étaient un débiteur dépendant des États-Unis. Le gouvernement américain exploitait cette dépendance, essayant de déplacer le centre financier mondial de Londres à New York.

Dépendance envers les États-Unis

Pour combattre les forces de l'Axe, la Grande-Bretagne devait s'approvisionner elle-même et approvisionner l'effort de guerre de l'Empire. Au cours des 15 premiers mois de la guerre, le Royaume-Uni a pris en charge 90,7 pour cent des munitions de l'Empire et 69,5 pour cent des munitions tout au long de la guerre³⁸. L'Allemagne dépassait, toutefois, la Grande-Bretagne en termes de production dans pratiquement tous les domaines de ressources militaires jusqu'en 1941³⁹. Les Britanniques avaient également besoin de

matières premières. La défaite en Norvège en avril 1940 a privé le pays de ses principales ressources en bois, en matériaux pour papeterie et en minerai de fer. Au cours de l'été 1940, en raison de la rupture des contrats nord-africains, la Grande-Bretagne fut également privée d'une grande partie de ses importations de matières premières pour la production d'acier, de phosphates, de lin, et d'autres produits de base essentiels. Enfin, avec la fermeture de la route méditerranéenne, l'Axe interrompit le commerce avec les Balkans, privant ainsi la Grande-Bretagne d'une autre source de bois et de matériaux⁴⁰. Les États-Unis étaient la première source externe de matériaux militaires.

À partir du début de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'en mai 1940, les Britanniques importaient les ressources militaires depuis les États-Unis à l'aide des réserves monétaires britanniques dans le cadre de la politique américaine « *cash-and-carry* », achetant ainsi des produits américains en espèce. Le pays était responsable du transport de ces produits au-dessus de l'Atlantique. Même les contrats signés avant la guerre devaient être honorés intégralement avant que les marchandises ne quittent les ports américains⁴¹. Cette période d'indépendance fut de courte durée en raison des faibles ressources en dollars, d'une balance des paiements défavorable et de l'incapacité d'emprunter sur les marchés américains⁴².

Pour acheter les marchandises nécessaires, la Grande-Bretagne initia une campagne interne pour promouvoir le flux de dollars et conserver les dollars qu'elle avait en multipliant les contrôles des importations et en faisant la promotion des exportations. Le 1^{er} septembre 1939, la Chambre des Communes vota l'*Exports Customs Powers (Defense) Act*, qui visait à limiter les importations de produits de luxe et de produits présents en suffisance dans les stocks nationaux dans le but de pouvoir acheter d'autres produits nécessaires en période de guerre⁴³. Les Britanniques cherchèrent également à promouvoir les exportations vers les États-Unis, encourageant les exportations de jute, de caoutchouc, d'étain, de whisky et de fourrure⁴⁴. Le gouvernement força des importateurs à facturer les clients au taux de change livres sterling-dollars officiel, qui était plus élevé que le taux du marché libre généralement utilisé. Enfin, les Britanniques forcèrent également la facturation en dollars. L'objectif était d'acheminer autant de monnaies que possible à l'intérieur du pays grâce aux exportations, tout en limitant les tracasseries administratives.

Les besoins de la guerre s'avèrent trop importants et le système de contrôle des Britanniques inadéquat. Ces derniers avaient besoin des munitions les plus onéreuses⁴⁵. De plus, pour pouvoir faire la guerre, les Britanniques devaient concentrer tous leurs efforts de fabrication sur l'effort militaire, et furent ainsi contraints de cesser leur dynamique d'exportation⁴⁶. En mars 1940, les Britanniques firent savoir qu'à ce rythme, le Royaume-Uni aurait donné aux États-Unis tous ses avoirs en dollars dans les deux ans⁴⁷. Dans une déclaration devenue célèbre, le premier ministre britannique Winston Churchill indiqua au président américain Franklin Roosevelt qu'ils continueraient à payer en dollars aussi longtemps qu'il le pourrait, mais qu'il aimerait avoir la garantie que quand il ne pourrait plus payer, il continuerait à recevoir la marchandise de la même façon⁴⁸.

Les événements du printemps 1940 exacerbèrent encore la position financière britannique. En effet, la chute de la France et l'évacuation de Dunkerque forcèrent les Bri-

tanniques à accroître leurs dépenses. Lorsqu'ils évacuèrent le continent, ils laissèrent tout leur matériel militaire sur place⁴⁹ et durent assumer tous les contrats de la France avec les États-Unis⁵⁰. La guerre gagnait en intensité et les Britanniques avaient besoin d'autant de ressources qu'ils pouvaient en produire. Plutôt que de rationner les achats, les Britanniques investirent tous les dollars qu'ils avaient dans la guerre, dans l'espoir que les États-Unis continueraient à leur fournir les mêmes équipements une fois qu'ils n'en auraient plus.

Exploiter la dépendance britannique

Pour aider ses alliés, l'administration Roosevelt présenta la loi Prêt-Bail au congrès en janvier 1941 et avant la fin de la guerre, accorda 27 milliards et 23 millions de dollars d'aide à la Grande-Bretagne⁵¹. En échange de cette extension de crédit et de cette aide, l'administration voulait façonner le monde d'après-guerre à la faveur des intérêts américains, pour continuer la politique d'ouverture entamée pendant la Première Guerre mondiale, et réorganiser l'économie sur la base d'un marché libre, ce qui leur permettrait d'écouler leurs surplus agricoles, industriels et de capitaux⁵². Pour y arriver, les États-Unis voulaient que les pays soient unis les uns aux autres par un étalon-or mondial, et pas regroupés en blocs distincts en raison de leurs liens à certaines monnaies de réserve⁵³. Les États-Unis tentèrent d'imposer ces changements au fil des années 30. Mais ils furent incapables de mettre un terme au système des préférences de l'Empire britannique et au contrôle de la livre sterling⁵⁴. Ils profitèrent de leur pouvoir coercitif comme créancier pour atteindre les objectifs qu'ils avaient été incapables de rencontrer pendant la période de l'entre-deux-guerres :

Bien que les leaders américains saisissent le potentiel créé par la dépendance britannique vis-à-vis des États-Unis, ils n'ont pas utilisé ce levier de façon cohérente entre 1937 et mars 1941. Avant que la guerre n'éclate réellement, le gouvernement américain ne pouvait pas recourir à la coercition, craignant que le ministre Chamberlain ne cherche un *modus vivendi* avec l'Allemagne [...] Une fois l'aide Prêt-Bail votée, la tentation de l'utiliser comme moyen d'obtenir des concessions économiques de la part de la Grande-Bretagne, des concessions qui favoriseraient le multilatéralisme économique et qui bénéficierait directement et indirectement à l'expansion économique américaine, devint trop forte⁵⁵.

Henry Morgenthau, secrétaire au Trésor (ministre des Finances), mena les opérations⁵⁶. Il commença par placer de lourdes restrictions sur le niveau d'or et de réserves en dollars du Royaume-Uni⁵⁷. Lorsque les Britanniques signèrent le Prêt-Bail, les alliés convinrent que la balance du pays continuerait à être au-dessus du seuil minimal de 600 millions de dollars, mais en dessous du seuil du milliard. Les Britanniques entamèrent des discussions pour modifier le système des préférences impériales⁵⁸. Les Britanniques n'appréciaient guère les demandes de Morgenthau, mais n'avaient d'autre choix que de les accepter, à contrecœur⁵⁹. Pour changer la politique américaine, le premier ministre Churchill envoya un message au président Roosevelt :

Tandis que nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir et que nous ne reculons devant aucun sacrifice pour respecter les paiements, je pense que vous serez d'accord de dire qu'il serait mal, par principe, et mutuellement défavorable, en pratique, si la Grande-Bretagne venait, à la hauteur du combat que nous menons, à être privée de tous ses actifs aliénables, de telle sorte qu'après avoir obtenu la victoire à la force de notre sang, qu'après avoir sauvé notre civilisation et qu'après avoir permis aux États-Unis de s'armer contre toute éventualité, nous nous retrouvions totalement dépouillés et désargentés⁶⁰.

Tout au long de la guerre, les États-Unis ont associé l'ordre mondial d'après la guerre, la Charte de l'Atlantique et les accords de Bretton Woods, à l'extension de l'aide américaine⁶¹. Le financement de la Deuxième Guerre mondiale a scellé le déclin de la livre sterling. Les Britanniques devaient se procurer des ressources pour la guerre auprès des États-Unis et son incapacité à supporter la balance des paiements pendant la Deuxième Guerre mondiale a diminué le statut de la livre sterling une fois la guerre terminée.

La dépendance créée pendant la période de guerre continuait ainsi au cours de l'après-guerre. Pour commencer à restaurer son économie, le gouvernement britannique approchait l'administration du président Harry S. Truman pour lui demander une aide financière. Cette aide fut accordée par les États-Unis sous réserve d'un pouvoir coercitif accru sur la Grande-Bretagne, à travers « une série d'accords politiques comprenant la convertibilité de la livre sterling, un partenariat sur une Conférence internationale du commerce et la fin de la discrimination sur les importations en dollars⁶² ». En guise de réponse, Otto Clarke, agent du Trésor, affirmait que « notre droit à la bilatéralité, d'exploiter notre puissance de vente et notre position de débiteur pour étendre nos exportations, aurait été bien vendu pour cinq milliards de dollars de subventions en espèces. Mais pas pour quatre milliards de dollars à 2 pour cent d'intérêt⁶³ ». Alors que la Grande-Bretagne méprisait les clauses de cet accord, leur position financière dépendante les força à nouveau à accepter.

La politique des États-Unis a sapé l'autonomie britannique, a accru les avoirs en or américains et a consolidé le déclin de la livre sterling. Il ne fait aucun doute que l'effort de guerre a freiné la puissance britannique vis-à-vis des autres états à l'échelle internationale. Toutefois, c'est la politique américaine de créance, l'exigence de toutes les réserves d'or, et le transfert des actifs qui ont précipité cette chute. Un rapport britannique de 1945 estimait que le pays avait perdu approximativement 25 pour cent (7,3 milliards de livres) de ses richesses estimées avant la guerre (30 milliards de livres). Dans ce cadre, plus de la moitié de la richesse d'avant-guerre (4,2 milliards de livres) a été perdue en raison d'un désengagement extérieur, caractérisé par la vente des investissements étrangers britanniques pour payer les importations militaires. Le désengagement intérieur dans des industries non essentielles s'est élevé à 885 millions de livres et la destruction de bâtiments, de biens capitaux et de navires endommagés par la guerre aura coûté 2,2 milliards de livres⁶⁴.

Les États-Unis et l'Union soviétique

Les Allemands ont attaqué l'Union soviétique le 22 juin 1941. À l'instar des Britanniques, les Soviétiques devaient importer des marchandises des États-Unis pour mener l'effort de guerre. Au cours des premiers mois du front Est, l'Union soviétique a acheté des marchandises par le biais du « *Cash and Carry* » et ensuite du Prêt-Bail. Contrairement au cas britannique, les États-Unis n'ont jamais essayé d'exercer une quelconque pression économique sur l'Union soviétique. Non seulement les États-Unis n'ont pas exploité les Soviétiques, mais ils leur ont également accordé un Prêt-Bail spécial. Le président Roosevelt a ignoré les suggestions qui lui avaient été faites, selon lesquelles les États-Unis devaient à la fois se méfier des intentions des Soviétiques et utiliser la dépendance Prêt-Bail pour façonner l'ordre mondial d'après-guerre en faveur des intérêts américains⁶⁵.

La dépendance soviétique

De façon analogue au Royaume-Uni, l'Union soviétique devait acheter des ressources aux États-Unis pour faire face à l'armée allemande. Alors que son programme de réarmement avant la guerre était similaire à celui des alliés, il était à l'origine plus difficile pour les Soviétiques de s'aligner sur les rendements de la production militaire des États-Unis et de la Grande-Bretagne, compte tenu de « la faible productivité, de la rareté du capital de la base industrielle soviétique » et du coup porté par la campagne blitzkrieg à la machine industrielle militaire du pays⁶⁶. En septembre 1941, Staline signifia clairement aux États-Unis que les Allemands jouissaient d'une supériorité considérable sur les Soviétiques en nombre de tanks et d'avions, qu'ils avaient pris possession de deux millions de tonnes de céréales en Ukraine et qu'ils avaient une capacité de production d'armement énorme par rapport à celle, limitée, de l'Union soviétique. Il indiqua également que le dictateur allemand Hitler et les Nazis ne seraient pas défaits par un blocage, par la famine ou par un bombardement, mais seulement sur le champ de combat, où les tanks et les avions étaient le seul facteur déterminant⁶⁷.

Le Prêt-Bail a joué un rôle important dans l'effort de guerre soviétique, en dépit de l'expansion massive de l'industrie soviétique et de la reprise industrielle du pays. Les sources étrangères ont permis de financer un quart de la flotte d'avions soviétiques et un cinquième du contingent de tanks du pays en 1942⁶⁸. Alors que les Soviétiques étaient incapables de répondre à leurs propres besoins en armement et en obus, les expéditions américaines de camions, de tracteurs et de denrées alimentaires en conserve ont permis à l'Armée rouge de bénéficier d'une mobilité déterminante dans sa marche occidentale vers la Wehrmacht qui battait en retraite. Par conséquent, à leur moment respectif, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique ont reçu des montants comparables d'aide Prêt-Bail⁶⁹.

Alors que la dépendance des ressources externes était similaire, la dépendance globale de l'Union soviétique vis-à-vis de l'assistance américaine quant à l'issue de la guerre est nuancée. La puissance industrielle soviétique et la résistance du pays aux conditions hivernales ont conduit à une attitude différente vis-à-vis de l'aide Prêt-Bail offerte par les

États-Unis, comparativement aux Britanniques, qui versaient plus facilement dans le désespoir. Par contraste, alors que les Soviétiques reconnaissaient leurs besoins et leurs faiblesses, ils se sentaient beaucoup plus sûrs d'eux et étaient beaucoup plus confiants en leur capacité militaire. Pour reprendre les mots de l'ancien directeur des services de renseignements militaires britanniques, et chef de la mission militaire britannique à Moscou, le lieutenant général Noel Mason-MacFarlane, les Russes semblaient « avoir confiance en leurs capacités, tout en ayant conscience du combat difficile qui les attend⁷⁰ ».

La coercition économique prospective et le traitement spécial

Avant l'opération Barbarossa, les relations américano-soviétiques étaient difficiles. Après Munich, où les Russes se sont sentis trahis par la Grande-Bretagne et la France, et après le pacte germano-soviétique d'août 1939, par lequel les alliés se sont sentis trahis par la Russie, la suspicion s'est exacerbée dans les deux camps⁷¹. Cette suspicion a également eu des répercussions sur la politique américaine. Au mois d'août 1939, les licences d'exportation sur les machines de production et les matières premières commandées aux États-Unis par l'*Amtorg Trading Corporation*, la centrale d'achat du gouvernement soviétique aux États-Unis, ont été refusées. Deux attachés de la force aérienne soviétique ont été déclarés *persona non grata*, et plusieurs membres du personnel soviétique États-Unis ont vu leur droit à la libre circulation limité⁷². Quelques jours avant l'invasion, que les alliés savaient imminente, le secrétaire d'État Cordell Hull envoya un télégramme à Londres et à l'ambassadeur américain en Union soviétique pour les informer de la nouvelle politique américaine vis-à-vis de ce pays :

1. Ne pas tenter d'approcher le gouvernement soviétique ;
2. Traiter avec circonspection toute approche du gouvernement soviétique jusqu'au moment où ce dernier nous apportera les garanties nécessaires que le pays ne se livre pas à des manœuvres destinées à obtenir unilatéralement certaines concessions et avantages au détriment des États-Unis ;
3. Rejeter toute suggestion faite par l'Union soviétique affirmant que nous faisons des concessions dans l'unique but « d'améliorer la nature des relations américano-soviétiques » ou pour dégager une contrepartie équivalente à ce que nous sommes prêts à donner à l'Union soviétique⁷³.

L'ambassadeur américain a affirmé souscrire entièrement aux principes de cette politique et a indiqué que l'expérience lui avait appris qu'il n'était pas possible de créer un climat international de confiance avec les Soviétiques⁷⁴. Mais une fois la guerre commencée, la politique américaine à l'égard de l'Union soviétique fit volte-face. La notion de contrepartie a été rejetée et les Soviétiques ont bénéficié d'un traitement Prêt-Bail spécifique. Les fonds soviétiques furent dégelés et un prêt immédiat fut accordé. Au cours du mois d'octobre 1941, alors que la Russie pouvait prétendre à l'aide Prêt-Bail, le pays acheta en espèces ses marchandises aux États-Unis. Contrairement aux Britanniques, le gouvernement soviétique, indépendamment de sa capacité à acheter des marchandises,

reçut une avance de 50 millions de dollars par la *Defense Supplies Corporation* pour fournir des matières premières aux États-Unis⁷⁵.

À l'entame de l'aide Prêt-Bail, les Soviétiques faisaient l'objet d'un traitement spécial⁷⁶. Les demandes de la Grande-Bretagne devaient être accompagnées de nombreux documents prouvant la nécessité et la capacité à utiliser le matériel, ainsi que des éléments de preuves indiquant l'incapacité financière d'obtenir cette assistance d'une autre façon, y compris la déclaration des avoirs en or et en dollars⁷⁷. D'un autre côté, les programmes d'approvisionnement soviétiques étaient formulés dans des protocoles distincts, qui étaient soumis au contrôle du *Munitions Assignment Board*, une simple formalité axée sur des éléments d'importance secondaire, et le président n'intervenait que lorsque des problèmes de transport étaient insurmontables ou lorsque le maintien des engagements interférait avec une opération américaine majeure⁷⁸. W. Averell Harriman, ambassadeur américain en Union soviétique, indiqua aux délégués américains présents à la Conférence de Moscou que la politique des États-Unis serait de « donner, donner et encore donner, sans rien attendre en retour, et sans solliciter de contrepartie⁷⁹ ».

Une coercition coûteuse

Le soutien soviétique était primordial pour mettre un terme à la guerre et la coercition économique entraverait cette mission. Après l'invasion allemande, les conseillers du président Roosevelt, Harry Hopkins et Harriman, ainsi que le ministre britannique du Ravitaillement, William Maxwell Aitken, estimaient que l'URSS, indépendamment de l'issue de son combat avec la Wehrmacht, avait une chance de réduire le pouvoir de l'Allemagne dans des proportions suffisamment grandes pour garantir la survie britannique et, par extension, l'intégrité de la communauté Nord Atlantique, dont dépendait l'intégrité américaine⁸⁰. L'implication soviétique dans l'effort de guerre, considérée comme une composante majeure de la victoire, s'intensifia au fil du temps. Une enquête stratégique américaine de haut niveau, menée à l'été 1943, observait que « la Russie occupait une position dominante et constituait le facteur déterminant d'une possible défaite de l'Axe en Europe⁸¹ ». Par ailleurs, le président Roosevelt craignait que l'URSS ne convienne d'un accord de paix avec l'Allemagne semblable au traité Brest-Litovsk de 1918⁸². Il voulait s'assurer que les Soviétiques ne souhaitent pas simplement récupérer leurs frontières occidentales, mais qu'ils portent un coup décisif aux Allemands, en collaboration avec les alliés.

Garantir l'implication soviétique dans la guerre nécessitait une coopération entre les deux pays. Si l'aide Prêt-Bail n'était pas perçue comme sincère, les Soviétiques se contenteraient d'assurer la récupération de leurs frontières occidentales et de convaincre Hitler de ne pas s'engager dans une offensive printanière⁸³. Hopkins écrivit au Général de brigade Philip R. Faymonville, officier supérieur à Moscou, pour exprimer la volonté des États-Unis de ne pas soutirer des informations économiques et l'assurer du caractère intègre de leurs motivations et qu'ils n'avaient en aucun cas l'intention de s'immiscer dans des questions qui ne se rapportaient pas directement à l'objet du ravitaillement⁸⁴. Par

conséquent, « donnez sans compter » devint le mantra. Ou pour reprendre la phrase de Hull : « *all aid to the hilt* », toute l'aide jusqu'au bout⁸⁵.

L'incapacité des États-Unis à soutenir directement les Soviétiques sur le champ de bataille était liée à la croyance que la coercition économique nuirait à l'effort de guerre conjoint et aux objectifs militaires américains. En raison des limites de la production d'armements américains (les États-Unis devaient à la fois produire pour l'effort de guerre américain et envoyer du ravitaillement aux bénéficiaires de l'aide Prêt-Bail) et de l'implication du pays dans d'autres campagnes, notamment dans le Pacifique, les Américains étaient incapables de fournir aux soviétiques ce qu'ils demandaient : l'ouverture d'un deuxième front pour soulager l'Armée rouge de l'assaut allemand⁸⁶. Les responsables politiques américains craignaient toutefois qu'en l'absence de second front, les Soviétiques « se sentiraient à ce point trompés dans leur foi en notre sincérité et en notre volonté à entreprendre ensemble une action concertée, que des dommages sans précédent et inestimables seront causés aux Nations Unies⁸⁷ ». Incapable d'ouvrir un second front, le président Roosevelt promit de continuer à envoyer de l'aide Prêt-Bail pour apaiser les Soviétiques⁸⁸.

Après la conférence de Téhéran et l'accord sur un second front, l'ambassadeur Harriman convainquit le président Roosevelt de recourir à l'aide Prêt-Bail⁸⁹. Il avança que les États-Unis devaient, au minimum, exiger la même information de la part des Soviétiques qu'ils ne l'avaient fait à l'égard des Britanniques⁹⁰. Après le Jour J, la coopération avec les Soviétiques a diminué et l'ambassadeur a continué à en appeler à la coercition, suggérant que le seul moyen d'induire la coopération des Russes était de « leur faire comprendre que leur attitude négative influencerait notre disposition à coopérer avec eux sur des questions qui n'ont pas d'effet immédiat sur la guerre⁹¹ ».

Le président Roosevelt et ses conseillers rejetèrent les suggestions de l'ambassadeur Harriman. Alors que la crise militaire était terminée et qu'un second front avait été ouvert, il était trop risqué d'interrompre ou de modifier les conditions de l'aide Prêt-Bail. Hopkins répondit à l'ambassadeur : « dans la mesure où personne ne peut aujourd'hui déterminer quand la guerre sera terminée, il semble préférable d'éviter toute interruption de la mise à disposition d'équipements dans le cadre du programme de guerre conclu pour l'URSS et ce, pour nous préparer à l'éventualité où les hostilités continueraient au-delà de nos attentes⁹² ». Le président Roosevelt signifia également clairement au secrétaire d'État Hull que la Russie « continuait d'être un facteur déterminant de la défaite de l'Allemagne ». Par conséquent, l'aide et la fourniture d'équipements par les États-Unis devaient se poursuivre⁹³.

Alors que les Soviétiques comptaient sur l'aide du Prêt-Bail américain pour mener leur effort de guerre, le président Roosevelt estima que l'aide représentait un coût trop important pour s'engager dans une phase de coercition économique. En effet, cela aurait menacé la capacité des états à mener ensemble le combat pour défaire les troupes d'Hitler, risquant ainsi que le leader de l'Union soviétique, Joseph Staline, n'arrête son action à la réhabilitation des frontières occidentales de l'état. L'incapacité des États-Unis à ouvrir un

second front avant l'été 1944 exacerba les tensions américano-soviétique. La seule façon d'apaiser Staline était donc de continuer, de façon ininterrompue, l'aide Prêt-Bail.

Conclusion

La guerre représente une opportunité de revoir la distribution du pouvoir entre les états. Alors que les universitaires concentrent leur attention sur la redistribution du pouvoir entre les gagnants et les perdants, le présent article démontre que le transfert du pouvoir peut également s'opérer au sein d'alliances. Un allié créancier peut ainsi exploiter la dépendance d'un allié débiteur afin de lui soutirer des concessions. La dépendance se produit lorsqu'un état en guerre doit se procurer des marchandises à l'étranger pour mener son effort de guerre et qu'il ne dispose pas de la monnaie nécessaire pour payer ces marchandises. La mesure de la dépendance varie avec le volume et la nature des marchandises nécessaires, en particulier s'il s'agit de produits finis très onéreux, et la portée de la guerre (existentielle ou totale). La dépendance est une condition nécessaire, mais pas suffisante pour la coercition économique. Lorsqu'ils combattent pour une cause commune, les dirigeants ne souhaitent pas mettre en péril l'effort de guerre. Nous pouvons dès lors nous attendre à l'apparition d'une forme de coercition lorsque les coûts de l'effort de guerre sont faibles.

Cet article a exploré cette relation en comparant des cas extrêmes et similaires, à savoir la dépendance des Britanniques et des Soviétiques vis-à-vis des aides Prêt-Bail des États-Unis. Alors que les deux États avaient une dépendance vis-à-vis des États-Unis, seuls les Britanniques ont fait l'objet d'une coercition. Les États-Unis ont essayé de déplacer le centre financier mondial de Londres à New York. Le président Roosevelt a, en revanche, considéré que les coûts de la coercition vis-à-vis des Soviétiques étaient trop élevés. L'exploitation de la dépendance Prêt-Bail diminuerait les objectifs de guerre des Soviétiques, qui se contenteraient alors de défendre leurs frontières occidentales, alors que les États-Unis souhaitaient la défaite totale de l'Allemagne d'Hitler.

Même s'il n'est pas possible de tester d'autres hypothèses dans le présent article, les événements survenus au cours de la Première Guerre mondiale suggèrent que la coercition économique est associée aux guerres hégémoniques. En effet, au cours des premières années de la Première Guerre mondiale, la Russie et la France ont été incapables de se ravitailler pour mener leur effort de guerre⁹⁴. Les deux pays se sont alors tournés vers la Grande-Bretagne pour acheter des marchandises militaires⁹⁵. Incapables de payer en livres sterling, ils ont sollicité des prêts monétaires à la Grande-Bretagne. Exploitant la dépendance russe et française, la Grande-Bretagne exerçait une coercition économique, se procurant de l'or russe et français pour maintenir Londres comme centre névralgique du monde financier⁹⁶. Alors que la Grande-Bretagne a pu exercer une coercition économique vis-à-vis de la France de la Russie, elle a été incapable de se défendre face à la nouvelle puissance coercitive américaine. Si la Grande-Bretagne voulait combattre efficacement l'expansion de la guerre, elle devrait acheter des marchandises aux États-Unis⁹⁷, sans toutefois disposer de suffisamment de dollars et d'or pour acheter les produits amé-

ricains. La Grande-Bretagne avait donc besoin d'un prêt en dollars⁹⁸. Le président Woodrow Wilson a exploité cette nouvelle dépendance de débiteur afin de réduire la domination britannique sur l'échiquier financier mondial⁹⁹.

Ces résultats suggèrent une série d'éléments supplémentaire à la théorie de la transition des pouvoirs. Le pouvoir national peut être manipulé par l'exploitation des alliances en période de guerre. Le cas des États-Unis et du Royaume-Uni pendant la Deuxième Guerre mondiale, et la brève discussion sur le cas des États-Unis et du Royaume-Uni pendant la Première Guerre mondiale, suggèrent que lorsque les coûts sont faibles, les puissances montantes peuvent grandement bénéficier du déclin d'une puissance qui leur est dépendante financièrement.

Notes

1. ZIELINSKI, Rosella Cappella, *How States Pay for Wars*, Ithaca, New York : Cornell University Press, 2016, p. 109.

2. ALLEN, Michael, et DIGIUSEPPE, Matthew, « Tightening the Belt : Sovereign Debt and Alliance Formation », *International Studies Quarterly* 57, n°4, 2013, pp. 647-59.

3. ORGANSKI, Abramo Fimo Kenneth, *World Politics*, New York : Alfred A. Knopf, 1958, ; ORGANSKI, A. F. K. et KUGLER, Jacek, *The War Ledger*, Chicago : University of Chicago Press, 1980 ; SCHWELLER, Randall L., « Tripolarity and the Second World War », *International Studies Quarterly* 37, n°1, 1993, pp. 73-103.

4. RASLER, Karen A. et THOMPSON, William R., « Global Wars, Public Debts, and the Long Cycle », *World Politics* 35, n°4, 1983, pp. 489-516 ; SCHULTZ, Kenneth A. et WEINGAST, Barry R., « The Democratic Advantage : Institutional Foundations of Financial Power in International Competition », *International Organization* 57, n°1, Winter 2003, pp. 3-42 ; ZIELINSKI, R. Cappella, *How States Pay for Wars*, Ithaca, New York : Cornell University Press, 2016, pp. 10-28 ; et POAST, Paul et SHEA, Patrick, *War and Default*, unpublished manuscript, 2013.

5. BARRO, Robert J., « Government Spending, Interest Rates, Prices, and Budget Deficits in the United Kingdom, pp. 1701-1918 », *Journal of Monetary Economics* 20, 1987, pp. 221-47 ; MILLER, Ed., « Japan's Other Victory : Overseas Financing of the War », dans *The Russo-Japanese War in Global Perspective : World War Zero 2*, ed. by STEINBERG, John W. , MENNING, Bruce W. , SCHIMMELPENNING VAN DER OYE, David, WOLFF, David, et SHINJI, Yokote, pp. 465-84, Leiden, Netherlands : Brill Academic Publishers, 2005 ; SCHULTZ et WEINGAST, « The Democratic Advantage », *Cambridge University Press* 57, n°1, January 2003, pp. 11-14.

6. Voir BARRO, Robert J., « On the Determination of Public Debt », *Journal of Political Economy* 87, 1979, pp. 940-71 ; BARNETT, Michael N., *Confronting the Costs of War : Military Power, State, and Society in Egypt and Israel*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 1992 ; LUCA, Robert E. et STOKEY, Nancy, « Optimal Fiscal and Monetary Policy in an Economy Without Capital », *Journal of Monetary Economics* 12, 1983, pp. 55-93 ; *The American Economic Review* 87, n°1, 1997 : pp. 23-40 ; OHANIAN, Lee E., *The Macroeconomic Effects of War Finance in the United States : Taxes, Inflation, and Deficit Finance*, New York : Garland Publishing, Inc., 1998 ; FLORES-MACIAS, Gustavo et KREPS, Sarah, « Political Parties at War : A Study of American War Finance, pp. 1789-2010 », *American Political Science Review* 107, n°4, 2013, pp. 833-48.

7. BALDWIN, David A., *Economic Statecraft*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 1985, p. 55 ; BOUDREAU, Donald G., « Economic Sanctions and Military Force in the 21st Century », *European Security* 6, n°2, 1997, pp. 28-46 ; WU, Y.-L., *Economic Warfare*, New York : Prentice Hall, 1952.

8. MASTANDUNO, Michael, *Economic Containment : CoCom and the Politics of East-West Trade*, Ithaca, NY : Cornell University Press, 1992, pp. 39-52 ; MILLER, Edward S., *Bankrupting the Enemy : The Financial*

Siege of Japan before Pearl Harbor, Annapolis, MD : Naval Institute Press, 2007 ; MILWARD, Alan S., *War, Economy, and Society*, Berkley : University of California Press, 1977 ; RIPSAN, Norrin M., « The Political Economy of Security : A Research and Teaching Agenda », *Journal of Military and Strategic Studies* 3, n°1, 2000, pp. 1-14.

9. HIRSCHMAN, Albert O., *National Power and the Structure of Foreign Trade*, Berkeley : University of California Press, 1945.

10. ABDELAL, Rawi E. et KIRSHNER, Jonathan, « Strategy, Economic Relations, and the Definition of National Interests », dans *Power and the Purse : Economic Statecraft, Interdependence, and National Security*, ed. by BLANCHARD, Jean-Mark F., MANSFIELD, Edward D., RIPSAN, et Norrin M., pp. 119-56, New York, NY : Frank Cass et Co., 2000 ; KRASNER, Stephen D., « State Power and the Structure of International Trade », *World Politics* 23, n°30, 1976, pp. 317-47.

11. BLANCHARD, Jean-Mark F. et RIPSAN, Norrin, « Asking the Right Question : When Economic Sanctions Work Best? » dans *Power and the Purse : Economic Statecraft, Interdependence, and National Security*, ed. by BLANCHARD, MANSFIELD, et RIPSAN, New York, NY : Frank Cass et Co., 2000, p. 223. Pour reprendre les mots de Klaus Knorr, plus la puissance économique coercitive de l'état A sur l'état B sera grande, plus son contrôle sur les ressources et donc sa capacité à nuire à l'état B le seront. Sous un certain seuil, son contrôle n'a que peu, voire pas du tout, de valeur coercitive, car une position de contrôle élevée est extrêmement rare, dans la mesure où les marchés étrangers, les sources de ressources de base et l'aide sont généralement dispersés à l'échelle internationale. En d'autres termes, il y aura donc toujours, en théorie, d'autres fournisseurs que l'état A, KNORR, Klaus, « International Economic Leverage and its Uses, » dans *Economic Issues and National Security*, ed. by KNORR et TRAGER, Frank N., Lawrence, KS : Regents Press of Kansas, 1977, p. 103. BLANCHARD et RIPSAN, (« *Asking the Right Question* ») indiquent que la coercition économique fonctionne essentiellement en raison de la présence de conditions, à l'échelle nationale et internationale, qui augmentent le coût politique de la non-conformité aux exigences d'un état, p. 222.

12. MORROW, James D., « Alliances and Asymmetry : An Alternative to the Capability Aggregation Model of Alliances », *American Journal of Political Science* 35, n°4, 1991, pp. 904-33.

13. HOLSTI, Ole R., P. HOPMANN, Teekence, et SULLIVAN, John D., *Unity and Disintegration in International Alliances : Comparative Studies*, New York, NY : John Wiley and Sons, Inc., 1973 ; LISKA, George, *Nations in Alliance : The Limits of Interdependence*, Baltimore, MD : Johns Hopkins Press, 1962 ; MORGANTHAU, Hans J., « Alliances in Theory and Practice », dans *Alliance Policy in the Cold War*, ed. by WOLFERS, Arnold, Baltimore : Johns Hopkins Press, 1959 ; PRESSMAN, Jeremy, *Warring Friends : Alliance Restraint in International Politics*, Ithaca, NY : Cornell University Press, 2008.

14. SNYDER, Glenn H., « The Security Dilemma in Alliance Politics », *World Politics* 36, n°04, 1984, pp. 461-95.

15. SNYDER, *Alliance Politics*, pp. 461-95.

16. WEITSMAN, Patricia A., « Alliance Cohesion and Coalition Warfare », *Security Studies* 12, n°3, 2003, pp. 79-113.

17. *Id.*, 81.

18. BALDWIN David A., « Power and International Relations », dans *Handbook of International Relations*, ed. by CARLSNAES, Walter, RISSE, Thomas, et SIMMONS, Beth A., pp. 273-97, London : SAGE, 2013 ; BALDWIN, *Paradoxes of Power*, New York : Basil Blackwell, 1989 ; DREZNER, Daniel, « The Hidden Hand of Economic Coercion », *International Organization* 57, 2003, pp. 643-59.

19. KNORR, Klaus, *International Economic Leverage and Its Uses*, Lawrence, KA : University of Kansas Press, 1977, p. 103.

20. TILLY, Charles, ed., *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 1975, p. 84.

21. KNORR, Klaus, *The Power of Nations : The Political Economy of International Relations*, New York : Basic Books, 1975, chap. 3.

22. La Sphère de Co-prospérité de la Grande Asie Orientale d'une part et le *Grossrauwirtschaft* allemand et son programme de réarmement pendant les années 1930 d'autre part, constituent deux exemples de tenta-

tive de production militaire en autarcie, HIRSHMAN, *National Power and the Structure of Foreign Trade*, pp. 34–39 ; MILWARD *War, Economy, and Society* : chap. 1.

23. SNYDER, *Alliance Politics*, p. 472.

24. Knorr avance que « la production, la maintenance, et l'utilisation des forces armées nécessitent un grand nombre de biens et de services. Certains de ces biens et de ces services – denrées alimentaires, vêtements, abris – peuvent être produits par des sociétés dont le niveau de développement économique et technologique est relativement bas. Des produits plus avancés technologiquement – camions, essence, bateaux, médicaments, armes, munitions – sont généralement produits par des sociétés bien industrialisées. Les systèmes d'armement sont les plus exigeants et les plus complexes – missiles balistiques, systèmes de télécommunication modernes, avions et bateaux haute performance. Ils ne sont produits que par les quelques pays les plus avancés technologiquement », *The Power of Nations*, pp. 50–53.

25. HIRSCHMAN, *National Power and the Structure of Foreign Trade*, p. 32.

26. Il convient de noter que même si l'état consacre la majorité de ses capacités industrielles à la fabrication de systèmes d'armement, il se peut que cette production ne soit pas suffisante pour rivaliser avec l'adversaire. Comme l'indique Alan Milward, « dans l'industrie de l'armement, la marge de manœuvre permettant de faire correspondre la nature de la technologie à la nature de l'économie est souvent moins grande que dans d'autres secteurs industriels. . . Il existe toutefois une marge, même réduite, et il n'est certes pas nécessaire de disposer de l'ensemble des technologies d'armement disponibles sur le marché. Mais il existe de nombreuses situations stratégiques où la quantité de travail ne pourra jamais compenser les lacunes technologiques », MILWARD, *War, Economy, and Society*, p. 171.

27. KNORR, *The Power of Nations*, p. 61. La mesure dans laquelle un état dépend de l'économie locale pour soutenir les activités de ses bases opérationnelles avancées peut varier. Un état peut ainsi apporter sur le théâtre des opérations toutes les ressources, moyens de subsistance, vêtements, équipements individuels, pétrole, matériaux de construction, énergie, eau, main-d'œuvre, plutôt que de s'approvisionner sur place. Dans ce scénario, il n'est pas nécessaire d'acheter les ressources sur le théâtre des opérations. A l'inverse, un état qui choisirait de s'approvisionner sur place aura besoin de ressources monétaires du pays, ce qui augmentera la nécessité de recourir à un prêt.

28. Voir COHEN, Benjamin J., « The Macrofoundations of Monetary Power », dans *International Monetary Power*, ed. by ANDREWS, David M., Ithaca, NY : Cornell University Press, 2006.

29. COHEN, Benjamin J., *The Future of Sterling as an International Currency*, London : Macmillian Press, 1971, p. 35.

30. MILWARD, *War, Economy, and Society*, p. 20. La prise de conscience que les états ont une limite de production inhérente peut avoir des répercussions sur la stratégie militaire choisie ; l'exemple le plus connu étant la stratégie *Blitzkrieg* de l'Allemagne pendant la Deuxième Guerre mondiale, voir HARRISON, Mark, « Resource Mobilization for War : The U.S.A., U.K., U.S.S.R., and Germany », *The Economic History Review* 41, n°2, 1988, pp. 171–92. On peut également l'entrevoir dans le cadre d'une stratégie militaire plus générale, qui prendrait en considération le facteur économique dans l'effort de guerre visant à battre l'ennemi, où l'état vainqueur est celui qui produit le plus d'armements, MILWARD, *War, Economy, and Society*, p. 19.

31. DE MESQUITA, Bruce Bueno et SIVERSON, Randolph M., « War and the Survival of Political Leaders : A Comparative Study of Regime Types and Political Accountability », *American Political Science Review* 89, n°4, 1995 ; DE MESQUITA, SMITH, Alastair, SIVERSON, et MORROW, James, D., *The Logic of Political Survival*, Cambridge, MA : MIT Press, 2003 ; CHIOZZA, Giacomina et GOEMANS, Hein E., « Peace Through Insecurity : Tensure and International Conflict », *Journal of Conflict Resolution* 47, n°4, 2003, pp. 443–67 ; COLARESI, Michael, « Aftershocks : Postwar Leadership, Survival, Rivalry, and Regime Dynamics », *International Studies Quarterly* 48, n°4, 2004, pp. 713–27 ; GELPI, Christopher, FEAVER, Peter D., et REIFLER, Jason, *Paying the Human Costs of War : American Public Opinion and Casualties in Military Conflicts*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 2009, GOEMANS, Hein E., *War and Punishment*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 2000.

32. STRANGE, Susan, *States and Markets*, London : Pinter Publishers, 1988, p. 29.

33. MEARSHEIMER, John J., *The Tragedy of Great Power Policies*, New York : Norton, 2001, p. 37. Pour une discussion sur les coûts d'opportunité de A à influencer l'attitude de B, voir HARSANYI, John C., « Measurement of Social Power, Opportunity Costs, and the Theory of Two-Person Bargaining Games », *Behavioral Science* 7, 1962, pp. 67-80, NAGEL, 1968, et BALDWIN, *Paradoxes of Power*, pp. 82-99. La littérature abondant les coûts du leadership économique dans le chef de l'expéditeur reste limitée. La majorité des études met en exergue les sanctions et les divers coûts économiques – c'est-à-dire la diminution du commerce, les dommages causés aux industries nationales – pour l'expéditeur, voir FARMER, Richard D. « Costs of Economic Sanctions to the Sender », *The World Economy* 23, n°1, 2000, pp. 93-117 ou liés à la crédibilité par la « défection involontaire », voir PUTNUM, Robert D., « Diplomacy and Domestic Politics : The Logic of Two Level Games », *International Organization* 42, n°3, 1998, pp. 427-60.

34. GERRING, John, « What is a Case Study and What is it Good For? » *American Political Science Review* 98, n°2, 2004, pp. 341-54.

35. GERRING, John, *Case Study Research : Principles and Practices*, Cambridge, UK : Cambridge University Press, 2007, pp. 101-105.

36. Il convient de noter que le créancier peut être un belligérant ou non. Les effets d'un créancier qui est aussi partie prenante à la guerre sont explorés dans le présent article. Toutefois, des changements internes aux cas choisis (les États-Unis comme créancier à la fois avant et après leur entrée dans la Deuxième Guerre mondiale, indiquent une absence de changement de la capacité américaine en matière de leadership économique.

37. SEAWRIGHT, Jason et GERRING, John, « Case Selection Techniques in Case Study Research : A Menu of Qualitative and Quantitative Options », *Political Research Quarterly* 61, n°2, 2008, pp. 302.

38. HANCOCK, William Keith et GOWING, Margaret M., *British War Economy*, London : Her Majesty's Stationery Office, 1949, pp. 373.

39. HARRISON, Mark, « The Economics of World War II : An Overview », dans *The Economies of World War II : Six Great Powers in International Comparison*, ed. by Harrison, Cambridge, UK : Cambridge University Press, 1998, pp. 15-16.

40. POSTAN, M. M., *British War Production*, London : Her Majesty's Stationery Office, 1952, p. 155.

41. HALL, H. Duncan, *North American Supply*, London : Her Majesty's Stationery Office, 1955, p. 102.

42. Mémoire du département d'État à l'ambassade de Grand-Bretagne, 21 février 1940, in *Foreign Relations of the United States, FRUS, 1940, III*, pp. 97-8.

43. Mémoire de l'ambassadeur Joseph Kennedy au secrétaire d'État Cordell Hull, 3 septembre 1939, dans *FRUS, 1939, VII*, p. 214.

44. SAYERS, R. S., *Financial Policy, 1939-1945*, London : Her Majesty's Stationery Office, 1956, p. 241.

45. HALL, *North American Supply*, pp. 111-112.

46. Aide-mémoire, Ambassade de Grande-Bretagne, mémoire au département d'état, 3 juillet 1940, dans *FRUS, 1940, III*, p. 43.

47. Mémoire de l'ambassadeur britannique (Lothian) au secrétaire d'État Hull, 1^{er} mars 1940, dans *FRUS, 1940, III*, pp. 106-7.

48. HALL, *North American Supply*, p. 243.

49. SAYERS, *Financial Policy, 1939-1945*, p. 133.

50. STETTINIUS, Edward R. Jr., *Lend-Lease : Weapon for Victory*, New York : The Macmillan Company, 1944, P ; p. 30.

51. ALLEN, Sir Roy George Douglas, « Mutual Aid Between the U.S. and the British Empire », dans *History of the Second World War*, ed. by SAYERS, R. S., London : Her Majesty's Stationery, 1946, p. 533. Le remboursement de l'aide Prêt-Bail fut négocié après la fin du prêt. La Grande-Bretagne accepta de payer deux pour cent d'intérêts sur 50 paiements annuels.

52. COSTIGLIOLA, Frank C., « Anglo-American Financial Rivalry in the 1920s », *The Journal of Economic History* 37, n°4, 1977, p. 915. Dans le rapport du président Franklin D. Roosevelt au Congrès lors de la première année des opérations de Prêt-Bail, Il écrivait que « le troisième avantage direct reçu de notre aide [en plus de contribuer à combattre les forces de l'axe et de recevoir une aide réciproque des bénéficiaires] était

qu'il ouvrirait la voie à une futur politique commerciale et financière avec la Grande-Bretagne (et probablement avec d'autres de nos alliés), MARTEL, Leon, *Lend-Lease, Loans, and the Coming of the Cold War*, Boulder, CO : Westview Press, 1979, p. 61. D'autres, particulièrement au congrès, souhaitaient obtenir des concessions qui dépassaient le cadre du domaine économique. En janvier 1943, le vice-président Henry A. Wallace indiqua à Roosevelt que le congrès souhaitait obtenir un usage des bases aériennes après la guerre en échange du renouvellement de l'aide Prêt-Bail. Le Républicain Robert Chipfield (R-IL) souhaite par ailleurs obtenir le contrôle des bases navales, des bases aériennes et des routes commerciales, alors que le sénateur Allen J. Ellender (D-LA) voulait les mines de bauxite et d'étain que détenaient les Britanniques et les Néerlandais, MARTEL, *Lend-Lease, Loans, and the Coming of the Cold War*, pp. 61-62.

53. COSTIGLIOLA, « *Anglo-American Financial Rivalry in the 1920s* », pp. pp. 919-20.

54. DOBSON, Alan P., *US Wartime Aid to Britain, 1940-1946*, New York, NY : St. Martin's Press, 1986, pp. 4-6 ; STEIN, Arthur A., « The Hegemon's Dilemma : Great Britain, the United States, and the International Economic Order », *International Organization* 38, n°2, 1984, pp. 377-378.

55. KIMBALL, Warren F., « Lend-Lease and the Open Door : The Temptation of British Opulence, 1937-1942 », *Political Science Quarterly* 86, n°2, 1971, p. 241, p. 258.

56. Morgenthau faisait également pression sur Londres pour entamer la liquidation des investissements directs détenus par la Grande-Bretagne aux États-Unis, expédier l'or sud-africain aux États-Unis, et détourner vers les États-Unis l'or Français du Canada. P. 159 ; SAYERS, *Financial Policy, 1939-1945*, pp. 370-371, pp. 383-384 ; BLUM, John M., *From the Morgenthau Diaries : Years of War*, Boston : Houghton Mifflin, 1967, pp. 220-223. Il suggéra qu'un « liquidateur » soit envoyé de Londres aux États-Unis avec le pouvoir de conclure des ventes, HALL, *North American Supply*, p. 273 et les Britanniques devraient fournir deux milliards de dollars supplémentaires en espèces avant la livraison des armes dans le cadre de la loi Prêt-Bail, Mémoire de Conversation, par le secrétaire d'État, 11 janvier 1941, *FRUS, 1941*, III, p. 5.

57. DOBSON, *US Wartime Aid to Britain, 1940-1946*, p. 7.

58. *FRUS, 1943, Report of Interdepartmental Committee to President Roosevelt on Policy Decisions Relating to Dollar Position of Lend-Lease Countries*, Washington, DC, 1 janvier 1943, III, p. 49.

59. KIMBALL, « *Lend-Lease* », p. 772

60. Le premier ministre britannique (Churchill) au président Roosevelt, mémorandum, 20 décembre 1940, dans *FRUS, 1940*, III, p. 25.

61. EPSTEIN, Leon D., *Britain : Uneasy Ally*, Chicago, IL : University of Chicago Press, 1945, p. 60.

62. GEIGER, Till, *Britain and the Economic Problem of the Cold War—The Political Economy and the Economic Impact of the British Defence Effort, 1945-1955*, Burlington, VT : Ashgate, 2004, p. 65.

63. *Id.*, p. 65.

64. *Id.*, p. 219.

65. Pour une discussion succincte des différents ambassadeurs américains à Moscou – Steinhardt, Standley, et Harriman – l'évolution de leur perception du régime de Staline, l'effort de guerre des Soviétiques, et leurs recommandations au président Roosevelt, voir MAYERS, David, « The Great Patriotic War, FDR's Embassy Moscow, and Soviet-US Relations », *The International History Review* 33, n°2, 2011, pp. 299-33.

66. HARRISON, « *The Economics of World War II* », p. 176 ; HERRING, George G., Jr., *Aid to Russia 1941-1946 : Strategy, Diplomacy, the Origins of the Cold War*, New York : Columbia University Press, 1973, p. 32. Pour une discussion sur les premières pertes, voir le mémorandum de l'ambassadeur en Union soviétique (Steinhardt) au secrétaire d'État, 23 août 1941, *FRUS, 1941*, II, Europe, pp. 642-644 et le mémorandum de l'ambassadeur en Union soviétique (Steinhardt) au secrétaire d'État, 9 novembre 1941, *FRUS, 1941*, II, Europe, pp. 656-657. Pour une discussion sur la reprise industrielle soviétique, voir le mémorandum de l'ambassadeur en Union soviétique (Standley) au secrétaire d'État, 9 avril 1942, *FRUS, 1942*, Europe, pp. 434-35.

67. Mémoire de l'ambassadeur en Union soviétique (Laurence A. Steinhardt) au secrétaire d'État, 4 septembre 1941, dans *FRUS, 1941*, II, Europe : p. 646.

68. HARRISON, « *The Economics of World War II* », p. 189.

69. *Id.*, p. 189 ; MUNTING, Roger. « Lend Lease and the Soviet War Effort », *Journal of Contemporary History* 19, n°3, 1984, pp. 495-510.

70. Mémorandum du second secrétaire de l'ambassade des États-Unis en Union soviétique (Thompson) au secrétaire d'État, 20 mars 1942, dans *FRUS, 1942*, Europe, p. 420.
71. HERRING Jr., *Aid to Russia 1941-1946*, 27 ; Stettinius, *Lend-Lease*, p. 119.
72. STETTINIUS, *Lend-Lease*, pp.121-122.
73. Mémorandum du secrétaire d'État à l'ambassadeur américain en Union soviétique (Steinhardt), 14 juin 1941, dans *FRUS, 1941*, II, Europe, p. 757. Voir également HERRING Jr., *Aid to Russia*, p. 28.
74. Mémorandum de l'ambassadeur en Union soviétique (Steinhardt) au secrétaire d'État, 17 juin 1941, dans *FRUS, 1941*, II, Europe, pp. 764-766.
75. STETTINIUS, *Lend-Lease*, p. 128.
76. Mémorandum du secrétaire d'État en fonction (Wells) à l'ambassadeur américain en Union soviétique (Steinhardt), 16 juillet 1941, dans *FRUS, 1941*, II, Europe, p. 794.
77. MARTEL, Leon C., *Lend-Lease, Loans, and the Coming of the Cold War*, Boulder, CO : Westview Press, 1979, p. 34.
78. HERRING, *Aid to Russia*, pp. 233-234 ; Martel, *Lend-Lease, Loans*, p. 34.
79. HERRING, *Aid to Russia, 1941-1946*, p. 38.
80. MAYERS, « The Great Patriotic War », p. 309.
81. *Id.*, p. 300.
82. Voir ROBERTS, Geoffrey, *Stalin's Wars*, New Haven : Yale University Press, 2006, pp. 165-168, pour une discussion sur la probabilité d'un accord de paix entre l'Allemagne et l'Union soviétique.
83. Mémorandum du chargé en Union soviétique (Thurston au secrétaire d'État, 3 février 1942, dans *FRUS, 1942*, Europe, pp. 688-689.
84. Mémorandum du second secrétaire de l'ambassade des États-Unis en Union soviétique (Thurston) au secrétaire d'État, 16 mars 1942, dans *FRUS, 1942*, Europe, p. 697.
85. MAYERS, « *The Great Patriotic War* », p. 309. Harry Hopkins au Général Faymonville : « les États-Unis restent fermement convaincus que l'aide matérielle apportée à l'Union des républiques socialistes soviétiques relève de la plus haute importance stratégique ». Mémorandum du secrétaire d'État en fonction au second secrétaire de l'ambassade des États-Unis en Union soviétique à Moscou (Thurston), 13 mars 1942, dans *FRUS, 1942*, Europe, p. 697. Le président Roosevelt au secrétaire d'État Hull : « je comprends que l'Armée américaine et la Navy soient d'avis que le maintien de la Russie dans la guerre est un facteur d'importance majeure .Par conséquent, ce maintien doit être un facteur de base de notre stratégie et nous devons fournir à ce pays une quantité maximale de ravitaillement. Je soutiens entièrement ce concept ». Mémorandum du président Roosevelt au secrétaire d'État, 6 janvier 1943, *FRUS, 1943*, Europe, p. 737.
86. Stalin en avait appelé à un deuxième front dès l'automne 1941. Mémorandum de l'ambassadeur en Union soviétique (Steinhardt) au secrétaire d'État, 15 août 1941, dans *FRUS, 1941*, Europe, p. 821.
87. L'ambassadeur américain Stanley cité dans David Mayers (*The Ambassadors and America's Soviet Policy*, Oxford, UK : Oxford University Press, 1997, p. 143. Voir également le mémorandum du président du Conseil des commissaires du peuple de l'Union soviétique (Staline) au premier ministre Churchill et à Monsieur Averell Harriman, 13 août 1942, dans *FRUS, 1942*, Europe, p. 621 ; M. Joseph E. Davis, Mémorandum du représentant spécial du président Roosevelt au président, 29 mai 1943, dans *FRUS, 1943*, Europe, p. 657.
88. Le président Roosevelt à Staline : « j'ai parfaitement conscience que l'Allemagne est le ennemi de nos deux pays et qu'il sera nécessaire, le plus tôt possible, d'unir nos forces pour combattre Hitler ». Vous pouvez avoir la garantie que nous organiserons le transport des marchandises aussi vite que possible. Dans l'intervalle, les États-Unis mettront à la disposition de l'Union soviétique, au cours du mois d'août, plus de 1000 tanks et équipements stratégiques de natures diverses, dont des avions ». Mémorandum de l'ambassadeur des États-Unis en Union soviétique au Commissaire du peuple en charge des Affaires étrangères de l'Union soviétique (Molotov), 19 août 1942, dans *FRUS, 1942*, Europe, p. 626.
89. Mémorandum de l'ambassadeur en Union soviétique (Harriman) au secrétaire d'État, 15 janvier 1944, dans *FRUS, 1944*, Europe, pp. 1039-40.
90. Mémorandum de l'ambassadeur en Union soviétique (Harriman) au président du Comité du Protocole soviétique (Hopkins), 13 février 1944, dans *FRUS, 1944*, Europe, p. 1053.

91. Mémoire de l'ambassadeur en Union soviétique (Harriman) au secrétaire d'État, 3 septembre 1944, dans *FRUS, 1944*, Europe, p. 1129.

92. Mémoire au président du Comité du Protocole soviétique (Hopkins) à l'ambassadeur américain en Union soviétique (Harriman), le 4 février 1944, dans *FRUS, 1944*, Europe, pp. 1043-46.

93. Mémoire du président Roosevelt au secrétaire d'État, 14 février 1944, dans *FRUS, 1944*, Europe, p. 1053. En mars 1944, le secrétaire d'État en fonction Stettinius et le Conseiller économique à l'étranger, Crowley, écrivirent au président Roosevelt : « à ce stade de la guerre, nous ne pouvons pas déterminer que la guerre s'arrêtera à un moment précis. Nous estimons, par conséquent, que nous devons agir comme si la guerre allait se perpétuer indéfiniment afin d'assurer un flux de ravitaillement ininterrompu ». Mémoire de secrétaire d'État en fonction à l'Administrateur économique à l'étranger (Crowley) au président Roosevelt, 6 mars 1944, dans *FRUS, 1944*, Europe, p. 1059.

94. GATRELL, Peter, « Poor Russia, Poor Show : Mobilizing a Backward Economy for War, 1914-1917 », in *The Economic of World War I*, ed. by BROADBERRY, S. et HARRISON, M., Cambridge : Cambridge University Press, 2005, pp. 239-250 ; HAUTCOEUR, P.-C., « Was the War a Great Watershed? The Economics of World War I in France », in *The Economic of World War I*, ed. by BROADBERRY, Stephen et HARRISON, Mark, Cambridge, UK : Cambridge University Press, 2005.

95. MORGAN, Edward V., *Studies in British Financial Policy, 1914-1925*, London : Macmillan and Co. LTD., 1952, p. 312.

96. HORN, Martin, *Britain, France, and Financing*, Montreal : McGill-Queen's University Press, 2002, pp. 28-56. Les sorties d'or au début de la guerre ont conduit à l'inconvertibilité de la monnaie et ont mis la Grande-Bretagne en difficulté, qui a peiné à maintenir le statut de Londres comme centre financier mondial. Pour préserver l'étalon-or, la Grande-Bretagne avait besoin d'importer de l'or. Toutefois, compte tenu du fait que les autres états faisaient provision de leurs propres réserves d'or, la Grande-Bretagne a été incapable de s'en procurer. Parmi les quelques références abordant l'importance de maintenir l'étalon-or, citons BURK, *Britain, America and the Sinews of War, 1914-1918*, Boston ; London : G. Allen et Unwin, 1985, p. 62 ; et BROWN, *The International Gold Standard Reinterpreted, 1914-1934*, Cambridge, MA : National Bureau of Economic Research, 1940.

97. BROWN, William A., *The International Gold Standard Reinterpreted, 1914-1934* ; BURK, Kathleen, *Britain, America and the Sinews of War, 1914-1918*, pp. 62-67 ; MORGAN, Edward V., *Studies in British Financial Policy, 1914-1925*, p. 309.

98. BURK, Kathleen, « J. M. Keynes and the Exchange Rate Crisis of July 1917 », *The Economic History Review* 32, n°3, 1979, p. 409.

99. Pour une discussion sur le désir de McAdoo d'exploiter la nouvelle faiblesse britannique, voir BURK, Kathleen, « Great Britain in the United States, 1917-1918 : The Turning Point », *The International History Review* 1, n°2, 1979, pp. 228-45 ; et BURK, « The Diplomacy of Finance : British Financial Missions to the United States 1914-1918 », *The Historical Journal* 22, n°2, 1979, pp. 351-72.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp